



Égalité Femmes-Hommes

Une égalité femmes-hommes réelle et radicale

Une lutte contre toutes les formes de violences,
sexisme et précarités subies par les femmes

Un espace public égalitaire

Programme pour les élections municipales de mars 2020

Notre ligne politique

Fin 2017, les mouvements « #Me too » et « #balancetonporc » replaçaient brutalement dans l'actualité médiatique la question des violences faites aux femmes. Cette libération de la parole des femmes montrait **l'ampleur des violences subies**, dénoncées par des militantes féministes depuis longtemps sans pour autant être entendues.

Les chiffres des violences faites aux femmes n'ont pas baissé depuis, en effet, en 2019, 149 femmes ont été tuées par leurs conjoints ou ex-conjoints. Les différentes institutions concernées **se sont contentées d'un affichage sans vraiment agir**.

A ces violences de genre, s'ajoute **la violence sociale et la précarisation des femmes**. Le système libéral et capitaliste, qui impliquent des contre-réformes sociales, ne permet pas une autonomie financière de toutes les femmes, et beaucoup se trouvent en situation de dépendance.

Osons 2020 considère qu'il n'y a pas de liberté sans égalité, et que l'émancipation des femmes et l'égalité femmes-hommes dans tous les aspects de la vie, sont des sujets politiques centraux. Nous voulons en priorité lutter contre toutes les formes de violences, sexisme et précarités subies par les femmes. Il est urgent de créer les conditions favorables à un espace public égalitaire et ce, dès les cours de récréation.

Nous souhaitons permettre **la participation à la vie publique de toutes les personnes qui ne sont pas en position de privilège dans la société**. L'élu·e n'est pas celui ou celle qui sait mieux que les autres, c'est quelqu'un·e qui peut donner du pouvoir au collectif, et plus particulièrement aux femmes et aux minorités. Et cela implique de changer notre manière de prendre des décisions et de gérer l'argent public. C'est pourquoi nous voulons établir un budget genré et égalitaire pour mettre fin aux déséquilibres dans la répartition des dépenses publiques.

Ainsi, nous mettrons en œuvre une égalité radicale femmes-hommes. C'est-à-dire, d'abord appliquer la loi, et même, aller plus loin en agissant concrètement pour les femmes au travers de chacune des compétences de la commune et de l'intercommunalité. **Cela implique de porter un projet de société en rupture avec le libéralisme et le productivisme, dont les femmes sont parmi les premières victimes.**

Ce dont nous ne voulons plus

En matière d'égalité femmes-hommes, la majorité d'Alain Claeys **se contente de communiquer sans agir**.

Il a fallu attendre l'automne 2018 (soit un an après le scandale « Me too ») pour que Poitiers signe la « Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale » élaborée... en 2006. Une fois signée, cette charte n'implique pas d'agir et **il n'y a pas eu d'ambition, ni de politique municipale en ce sens**.



La majorité municipale signe une charte européenne sur l'égalité mais finance une association ouvertement sexiste. Depuis 2014, Osons s'oppose au financement des « bitards » par la ville de Poitiers.

Toujours en 2018, une étude sociologique réalisée par deux chercheuses et commandée par la Mairie, a été réalisée auprès de 1 200 pictaviennes et montrait des résultats accablants : **plus de 46 % d'entre elles estimaient avoir subi entre 2 et 5 faits de sexisme urbain en l'espace d'un an** et 47 % disaient éviter la fréquentation de certains lieux ou transports publics par peur du sexisme. **Suite à cette enquête, aucune mesure n'a été prise pour contrer ces faits et améliorer le quotidien des femmes dans la ville.**

Du côté des élu.e.s, la composition de l'exécutif de la ville de Poitiers respecte la parité, mais **les pouvoirs les plus importants sont masculins** : le maire est un homme, tout comme les adjoints aux finances, à l'urbanisme et au logement, au patrimoine, aux associations.

Ne craignant pas les stéréotypes de genre, Alain Claeys nomme par contre **des femmes à l'éducation, à l'action sociale, à la jeunesse ou aux espaces verts.**

Nos propositions

1. Mettre fin à la précarité et à l'isolement des femmes

- Nous faciliterons, pour les femmes victimes de violences, **l'accès aux hébergements d'urgence et temporaires et aux logements pérennes** afin de les protéger (soutien à l'existant et création de solutions d'hébergement et logement en nombre suffisant).
- Nous développerons un travail commun entre les différent.e.s professionnel.le.s (associations, police, milieu médical, services sociaux, justice et collectivités) pour un meilleur suivi plus rapide dans le cadre d'un **réseau local de lutte contre les violences faites aux femmes.**
- Nous mettrons en place des **aides à la sortie du système prostitutionnel**, notamment pour permettre aux personnes d'accéder à leurs droits et de trouver un logement et un emploi (voir rubrique Solidarités).
- Nous agirons **contre les mariages forcés et les mutilations sexuelles féminines**, par la formation des professionnel.le.s, des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des habitant.e.s et le soutien aux associations.
- Nous agirons **contre la « précarité menstruelle »**, question de santé publique et de justice sociale, en distribuant des protections hygiéniques gratuites.



- Nous créerons une « **Maison des femmes** » regroupant divers.e.s actrices et acteurs œuvrant pour redonner aux femmes leur pouvoir d'agir, individuellement comme collectivement.
- Nous favoriserons et inciterons au **dépistage systématique de l'endométriose** au sein des centres de santé et maisons de santé, pour que les femmes qui souffrent ne soient plus considérées comme intolérantes à la douleur, et faire reconnaître cette pathologie qui touche une femme sur dix (voir rubrique Santé)

- Nous aiderons le **micro-entrepreneuriat féminin**, notamment par l'accès aux gardes d'enfants, congés maternités, compétences en gestion et au sport (voir rubrique Solidarité)
- Nous travaillerons à **rendre plus attractives et valoriser les activités économiques et sociales bénéficiant traditionnellement aux femmes et à l'emploi féminin**, dans une recherche de mixité et de suppression des temps partiels subis (voir rubrique économie).
- Nous œuvrerons pour **rendre visible le travail de soin** peu ou non rémunéré effectué principalement par les femmes et dénoncer cette inégalité d'usage.

2. Rendre la ville aux femmes

- La gratuité et le renforcement du service de bus que nous mettrons en place (voir rubrique Transport) **faciliteront l'accès des femmes aux transports en commun**. Nous irons encore plus loin en instaurant **l'arrêt à la demande** la nuit, en augmentant la fréquence pour éviter les bus bondés, en prévoyant des navettes spéciales lors des événements culturels, en aménageant l'intérieur des bus pour accueillir les poussettes et les enfants.
- Nous favoriserons **la circulation des femmes à pieds et à vélo** : aménagements de pistes cyclables et de cheminements piétons correctement éclairés la nuit, location de vélos adaptés au transport de charges (courses, enfants) et développerons des initiatives comme les **marches et transports exploratoires** permettant de pointer sur le terrain les dysfonctionnements grâce à la présence des usagères.
- Nous inscrirons **l'égalité femmes-hommes dans les documents d'urbanisme** (Plan local d'urbanisme, règlements de voirie, etc.)
- Nous introduirons des **critères d'égalité femmes-hommes** dans les cahiers des charges de sélection des **projets d'aménagement urbain** et favoriserons la mixité dans les équipes retenues. Mettre fin au népotisme existant.
- Nous **repenserons l'aménagement des logements sociaux et de la ville** en multipliant les espaces de mixité et de convivialité, en supprimant les aménagements anxiogènes et à risque pour les femmes (zones peu éclairées, passages étroits...). Nous imaginerons un mobilier urbain adapté aux besoins de tou·te·s et adopterons une signalétique plus égalitaire.
- Nous créerons des **conseils ou comités consultatifs** (voir programme Démocratie), **constitués d'expertes, d'associations féministes et d'habitantes**, sur les questions et décisions liées à la place des femmes dans l'espace public. Nous solliciterons des avis d'équité auprès des expert·e·s de la lutte contre toutes les formes de discriminations pour que la ville n'exclue personne.
- Nous mettrons en place un **vaste dispositif de lutte contre le harcèlement de rue et les agressions sexuelles et sexistes** des femmes dans les transports en commun et l'espace public : campagnes d'information et de prévention émancipatrice et non-anxiogène, formation du personnel, soutien à des applications libres pour signaler les cas de harcèlement ou proposer des déplacements collectifs.



Exemple de mobilier inclusif imaginé par le projet Les MonumentalEs à Paris

- Nous prendrons un arrêté municipal pour **prévenir toute atteinte sexiste aux femmes dans la ville.**

3. Instaurer une culture de l'égalité femmes-hommes

- Nous mettrons en place des actions dans les écoles en faveur de **l'égalité filles-garçons** et contre les stéréotypes.
- Nous travaillerons au **réaménagement des cours d'écoles** en vue de les rendre plus **égalitaires** et respectueuses des besoins de tous les enfants (végétalisation, mobilier à usage non-prédéfini, élimination des tracés centraux de terrains de foot)



A Trappes, la municipalité réaménage des cours d'écoles pour les rendre égalitaires

- Nous proposerons des mesures pour **rétablir le déséquilibre dans les budgets publics destinés aux loisirs des jeunes** (par exemple, établir des créneaux d'activités mixtes dans les City Stades et des créneaux dédiés aux filles dans les Skateparcs pour leur permettre d'investir ces lieux)
- Nous formerons les animateurs et animatrices sportives afin de **lutter contre les comportements sexistes, la dévalorisation du corps des filles et la répartition inégale des équipements sportifs**, prioritairement dans les piscines
- Nous aiderons la **mixité des sports et les sports mixtes** (water-polo, équitation, badminton, etc.) et nous répartirons de façon équitable les subventions entre clubs masculins et féminins pour une égalité réelle devant l'impôt, et permettre aux sportives d'accéder de manière égalitaire à un niveau exigeant.
- Nous renforcerons le soutien aux initiatives culturelles favorisant l'égalité femmes-hommes et la **valorisation des femmes dans les arts et la culture**, notamment par la création d'un **centre de ressources**.
- Nous conditionnerons les aides aux établissements et aux événements culturels au **respect de critères de parité et mixité dans la programmation** et d'égalité professionnelle.
- Nous mettrons en place un travail, notamment avec le Conservatoire à rayonnement régional pour **lutter contre les inégalités dans les arts**, et notamment dans la musique, et surtout **contre le harcèlement sexuel et sexiste** très prégnant dans ces domaines.
- Nous instaurerons des **journées du « matrimoine »** pour valoriser les œuvres artistiques des femmes. Nous renommerons des rues et des infrastructures municipales et intercommunales en **valorisant des femmes illustres**.
- Nous **éliminerons la publicité** (voir rubrique Ressources-environnement et urbanisme), et de fait la publicité sexiste. Nous supprimerons tout soutien financier à des projets dont la communication ou médiatisation serait sexiste ou équivoque.

4. Devenir une collectivité égalitaire

- Nous instaurerons l'égalité de rémunération au sein des équipes municipales et de Grand Poitiers et permettrons aux femmes d'accéder à des fonctions dont elles sont pour l'instant presque exclues. **La mixité sera instaurée dans tous les domaines, pour toutes les catégories d'agent·e·s et à tous les niveaux.** La parité sera appliquée dans les postes de directions et directions générales adjointes et nous veillerons à ce que la direction générale des services assure le respect de l'égalité femmes-hommes.
- Nous attribuerons les délégations des élu·e·s de façon réellement paritaire et **les femmes auront accès autant que les hommes aux délégations à forte responsabilité.**
- Nous formerons tous les élu·e·s et agent·e·s à l'égalité femmes-hommes. Nous **créerons un service technique** sur ce thème, rattaché à la direction générale des services, ainsi qu'un réseau de référent·e·s et ayant pour mission principal d'établir des diagnostics et de proposer des actions.
- Nous instaurerons **un « budget genré »** en analysant la collecte et la distribution des ressources financières pour savoir si elles renforcent ou diminuent les inégalités entre les sexes. En fonction du diagnostic, nous proposerons des ajustements et des modifications budgétaires pour mieux garantir l'égalité.
- Nous mettrons en place « l'éga-conditionnalité », c'est-à-dire **le conditionnement des financements municipaux à l'égalité femmes-hommes** et analyserons les budgets au regard des situations respectives des femmes et des hommes, à la fois dans le cadre des marchés publics et des attributions de subventions.
- Nous permettrons aux femmes d'éviter de prendre des temps partiels ou congés parentaux subis grâce à une **politique globale d'augmentation des places en crèches à des tarifs accessibles** au plus grand nombre.
- Afin d'éviter que la garde des enfants soit un frein à l'engagement politique et militant des femmes ou à la prise d'un poste à responsabilité, nous financerons **une garderie lors des commissions, des conseils municipaux et communautaires** pour les élu·e·s et agent·e·s de la collectivité ayant de jeunes enfants.
- Nous instaurerons un **congé menstruel** pour les employées souffrant de règles douloureuses et endométriose.
- Nous **préviendrons et agirons contre le harcèlement et les violences sexuelles au travail** au sein de la collectivité (information, formation, guide de procédure, prise en charge, sanctions).
- Nous **allongerons les congés paternité** pour les agents de la collectivité, pour que ce ne soit pas systématiquement aux femmes de sacrifier leur carrière au profit de la parentalité.



Pour Osons, la défense des droits des femmes n'est ni une nouveauté ni une opération de communication. Manifestation du 8 mars 2015 aux Couronnières.

Qui sommes-nous ?

Osons Poitiers s'est constitué lors des élections municipales de 2014 en opposition à la gestion libérale d'Alain Claëys et du Parti socialiste.

Pour Poitiers et pour Grand Poitiers, nous voulons une **politique écologique, sociale, solidaire et des pratiques réellement démocratiques** qui permettent aux habitant.e.s d'être des citoyen.ne.s à part entière et non des « administré.e.s ».

Osons est une liste citoyenne, sans soutien financier de parti politique.

Sa tête de liste est Christiane Fraysse, conseillère municipal d'opposition.

Retrouvez-nous sur

<https://osons2020.fr/>

Facebook - Osons 2020 écologique, sociale, solidaire et citoyenne

Twitter - @Osons2020

Youtube - Osons 2020



*Les quatre
premiers
candidats
Osons*



Osons 2020

écologique sociale solidaire citoyenne